



Nombre de membres élus : 19

Nombre de membres qui se trouvent en fonction : 19

Nombre de membres qui ont assisté à la séance : 18

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU QUINZE JANVIER DEUX MIL VINGT-SIX

à 19 heures 00, en Mairie (salle socio-culturelle), sous la présidence de M. Sylvain WEIL, Maire

Présents : Sylvain WEIL, Isabelle MULLER, Boris HUBERT, Patrick GUARRIGUES, Nicolas AUBRY, Jean-Philippe BESLER, Nathalie BON, Franck CHIAPPA, Sabine PARTICELLI, Nicolas RAVAINÉ, Michel REGIN, Valentine GABEL, Kathy GAILLOT, François PERNET, Hervé PRITRSKY.

Absents excusés ayant donné procuration : Céline TONUS procuration à Nicolas AUBRY

Absents excusés sans procuration : Nicolas WALGENWITZ

Convocation du 09 janvier 2026.

La séance est ouverte à 19h 00, sous la présidence de M. WEIL, Maire, qui constate que le quorum est atteint.

Secrétaire de séance : M Nicolas RAVAINÉ, élu à l'unanimité.

Il est constaté l'arrivée en séance de Monsieur CHIAPPA Franck, conseiller, à 19 h 03

N° 2026/002/005

Objet : Ouverture des crédits d'investissement

Point 2 – Ouverture des crédits d'investissement

Le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Article L 1612-1

"Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette

date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (dépenses réelles d'investissement votées au titre du budget primitif et des décisions modificatives), non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus."

- Montant des dépenses réelles d'investissement inscrites au budget primitif 2024 (hors chapitre 16 "Remboursement d'emprunts") : 1 036 277,76 €

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur maximale de 237 140,74 €, soit 25 % de 1 036 277,76€

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes

	Montant
Opération 121 réhabilitation de l'ancienne gendarmerie : article 231	220 000 €
Article 21757 Matériel et outillage technique	3000€
Article 2183 matériel de bureau et matériel informatique (renouvellement ordinateurs)	6 600 €
TOTAL	229 600€

Après en avoir délibéré le conseil municipal, par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstentions,
- autorise l'ouverture des crédits correspondants.

Affichée en Mairie le 19/01/2026 et transmise au représentant de l'Etat le 19/01/2026

Pour extrait conforme, Vigy le 16 janvier 2026,

